



**ARNAUD
MONTEBOURG**
PRÉFACE D'EMMANUEL TODD

**VOTEZ POUR LA
DÉMONDIALISATION !**



Flammarion

VOTEZ POUR LA DÉMONDIALISATION !

Vous faites partie de ces millions de Français qui ne vivent que de leur travail ou aimeraient en vivre.

Pour vous, le quotidien de la mondialisation c'est la désindustrialisation, la précarité, l'appauvrissement et le déclassement, l'explosion des inégalités, la destruction des services publics, la montée de la dette, les délocalisations...

Pour lutter contre ces fléaux, une seule solution : la démondialisation, véritable remise à l'endroit d'un système devenu fou.

La démondialisation vous concerne. Car c'est la protection des travailleurs du Nord et du Sud, la préférence pour les salaires et la protection sociale plutôt que les dividendes boursiers. C'est la conversion écologique du système productif et la révolution industrielle verte, le retour des usines en Europe et la reprise en main de notre destinée.

Les primaires de la gauche, les 9 et 16 octobre prochains, sont l'occasion de faire ce choix : alors, votez pour elle !



ARNAUD MONTEBOURG,

candidat aux primaires de la gauche,
député à l'Assemblée nationale et président
de son département de Saône-et-Loire,
a déjà publié avec succès chez Flammarion
Des idées et des rêves.

www.demondialisation.eu

Flammarion

Votez pour la démondialisation !

DU MÊME AUTEUR

Des idées et des rêves, Flammarion, 2010

Primaires, comment sauver la gauche ?, avec Olivier Ferrand, Seuil, 2009

La Constitution de la VI^e République. Réconcilier les Français avec la démocratie, avec Bastien François, Odile Jacob, 2005

La Machine à trahir. Rapport sur le délabrement de nos institutions, Denoël, 2000 ; Folio Documents, 2002

Monaco et le blanchiment. Mission de l'Assemblée nationale sur la délinquance financière, Éditions 1, 2000

Les Tribunaux de commerce : une justice en faillite ?, avec François Colcombet, Michel Lafon, 1998

Arnaud Montebourg

Votez pour la
démondialisation !

*La République plus forte
que la mondialisation*

Flammarion

www.demondialisation.eu

© Flammarion, 2011
ISBN : 978-2-0812-6883-8

« Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible. »

John Maynard Keynes, 1933.

PRÉFACE

Ce texte est important.

Arnaud Montebourg y affronte les vrais problèmes : le libre-échange, qui détruit la vie économique des citoyens et tue la démocratie, le jeu égoïste des grandes puissances exportatrices que sont la Chine ou l'Allemagne. Il constate l'impossibilité et l'archaïsme du socialisme redistributif, l'inutilité et l'inefficacité du socialisme d'ajustement.

Il propose, en termes clairs, une solution : le protectionnisme européen avec sa nécessaire dimension écologique. En homme d'État, il admet que la solution passe par une négociation ferme et amicale avec l'Allemagne.

Ce texte vaut autant par la fermeté de son ton que par la clarté de ses propositions. Nous sommes ici bien loin du robinet d'eau tiède qui a fait tant de mal à la gauche.

Les socialistes, s'ils le veulent, auront lors des prochaines élections présidentielles un programme

de court et de long terme, réaliste, capable de réconcilier les citoyens avec leur classe politique, avec leurs institutions, avec l'idée européenne.

Emmanuel TODD

PROLOGUE

Vous êtes l'un de ces millions d'ouvriers et techniciens de l'industrie qui aiment leur métier, mais votre salaire plafonne et ne vous suffit plus pour vivre, pendant que les conditions de travail se durcissent et que la vie chère se répand et paralyse votre existence.

Vous êtes l'une de ces femmes au travail depuis dix, quinze ou vingt ans, une femme courageuse qui élève parfois seule son ou ses enfants, chez qui les signes de fatigue au travail apparaissent et touchent son corps comme sa chair, dans l'indifférence de son employeur.

Vous êtes l'un de ces cadres du secteur privé, qui en ont assez de la façon inhumaine et humiliante dont les entreprises sont dirigées, jouets dont l'essentiel des décisions de gestion sont prises par un management sans âme, et au profit d'actionnaires anonymes à la goinfrerie sans limite, qui ne partagent jamais.

Vous êtes l'un de ces jeunes diplômés qui, depuis l'âge de 25 ans, passent de stage en stage, puis de contrats précaires en contrats à durée déterminée. Vous dépendez encore de vos parents après votre trentième anniversaire, mesurant en vous-même la violence économique d'un système pourtant très généreux et lucratif pour d'autres.

Vous êtes l'un de ces agriculteurs qui gagnent mal leur vie malgré un travail dur et astreignant, un travail qui ne permet plus de nourrir votre famille, à tel point que votre conjoint a dû prendre un autre emploi et rapporter un salaire. Vous ressentez à quel point on vous a jeté sur les marchés de la concurrence mondiale sans filet de sécurité, l'Europe ne vous protégeant plus comme autrefois.

Vous êtes l'un de ces petits patrons d'entreprise moyenne qui subit la dureté de l'abus de domination économique de la grande distribution, laquelle capte abusivement la valeur que vous-même et vos employés donnez à votre production. Vous avez compris que le système économique fonctionne comme un prédateur qui dévore la valeur générée par vos efforts créatifs et les risques que vous-même avez su prendre.

Vous êtes de ceux qui, au chômage, ont perdu leur emploi à cause des nombreuses délocalisations qui ont touché la France. On a eu l'outrecuidance de vous proposer un emploi en Tunisie, parfois en Inde ! Vous avez connu le chantage aux délocalisations, exercé par des directions et un management sans scrupules, afin que vous renonciez aux 35 heures, à vos primes. Ce qui n'a pas empêché les plans sociaux d'être présentés comme inéluctables, alors que votre groupe continuait à gagner de l'argent et à distribuer des dividendes.

Vous tous, sans le savoir, êtes unis à cause d'un même problème : la mondialisation, une escroquerie que vos dirigeants vous ont infligée pendant vingt ans et qui s'est retournée contre vous.

Vous vous unirez, je l'espère, en vous reconnaissant dans le programme de démondialisation que je propose. Les solutions que celui-ci engage sont destinées à lutter contre l'appauvrissement collectif et individuel actuel, celui que chacun d'entre vous, d'entre nous, ressent cruellement dans sa vie quotidienne.

La démondialisation a pour objectif de lutter contre notre impuissance face à la violence de

l'économie, impuissance qui provoque la sourde
dépression nerveuse qui s'est emparée de notre
grand et beau pays, la France.

CHANTAL, LYSIANE, ANDREAS,
BARBARA, VICTIMES PAR MILLIONS
DE LA MONDIALISATION

Chantal a 45 ans, en ce mois d'avril 2008. Pour elle, l'histoire se répète. Licenciée en 1996 de l'usine textile Leblanc à Lille avec dix-sept ans d'ancienneté, elle avait retrouvé du travail deux ans plus tard dans la teinturerie STAF. Au bout de dix ans, on prend les mêmes et on recommence. « *Quand on a vu une machine partir au Brésil, on s'est dit qu'il se passait quelque chose. Mais soi-disant qu'il y avait un projet grandiose !* » explique Philippe. Matériel délocalisé, jours chômés, l'inquiétude a fini par envahir l'usine. Chacun savait ce qui allait arriver, mais le jour où la nouvelle tombe vraiment, ça fait incroyablement plus mal. C'est le licenciement, avec une proposition de reclassement en prime, au Brésil ou en Turquie pour un salaire de 230 euros ou 315 euros par mois. Le cœur n'y est plus, et la colère le dispute à la résignation. Une

résignation qui colle à la peau, qui laisse des traces parce qu'elle se double de l'humiliation. Sur le parking de l'entreprise, Corinne et Lysiane rejoignent timidement le piquet de grève. Elles ne sont pas concernées par le plan, mais se disent qu'elles feront partie de la prochaine charrette. Elles sont présentes par solidarité, mais tellement gênées. Et puis, il faut bien retourner travailler. Elles n'ont pas les moyens de faire grève. 15 heures, coup de théâtre. Parce que Chantal a un handicap, elle ne fait plus partie du groupe des licenciés. Sur le parking, sans plus de ménagement, on annonce que c'est Lysiane qui la remplace. « Maladresse », dit la direction avec un cynisme incroyable, coup de tonnerre dans une vie de travail plus certainement.

Ce matin, Andréas ne peut pas aller au boulot, il doit absolument aller chez le dentiste. Une rage de dents. Andréas prévient l'association dans laquelle il travaille. Elle est située dans un quartier de la très industrielle Bochum, jadis fleuron de la Ruhr allemande. Andréas y coupe des planches de bois, qui servent ensuite à faire des étagères. Avec ce job, il gagne 9 euros... par jour. Andréas fait partie des 300 000 travailleurs à 1,50 euro. C'est le dispositif « 1-euro-job ». Le travail à tout prix, même quand il n'a plus de valeur. Chaque mois, Andréas touche son salaire et en plus 350 euros versés par l'assu-

rance chômage. Ces « 1-euro-jobs » sont une invention de la loi Hartz IV. Peter Hartz, ancien DRH de Volkswagen, était un proche du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. C'est lui qui a conçu la réforme de l'agence pour l'emploi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005. L'économie mondiale se portait bien, la crise n'était pas encore là. Dans la compétition internationale, le modèle social allemand devait être adapté, répétaient les politiques. En sortant de chez le dentiste, Andréas fait ce qu'il a à faire. Une lettre à déposer à l'agence pour l'emploi. Un passage par la mutuelle pour le remboursement des 25 euros du dentiste. Un saut à la poste pour payer le téléphone : 24 euros. Il vient de recevoir une lettre de rappel. Plus tard, il ira faire ses courses au supermarché discount. Sorties et lectures, c'est du passé. Andréas a 48 ans. Il a l'air bien fatigué. Bochum, ce n'est plus le miracle allemand de l'après-guerre. À quelques kilomètres, Nokia a supprimé près de 3 000 emplois pour délocaliser en Roumanie.

À Bochum, Andréas aurait pu croiser Gina. Gina cherche un emploi, mais elle travaille quand même un peu. Dix heures par semaine, 8 euros par heure. Elle fait le ménage dans une entreprise. En Allemagne, elle occupe ce qu'on appelle un « job à 400 euros ». Jusqu'à 400 euros, son patron est exonéré de charges et

elle aussi. Mais, du coup, elle ne cotise pas pour la retraite et l'assurance-maladie. Encore une disposition Hartz. Bien sûr, Gina aimerait travailler plus, mais son patron n'y trouve aucun intérêt. Elle pourrait même considérer qu'elle a de la chance : quand elle a été recrutée, la file des candidats était tellement longue qu'aller se plaindre, elle ne le fera jamais.

Barbara habite dans une capitale d'un genre particulier. Cleveland, la capitale des saisies de maison, dans l'État de l'Ohio aux États-Unis d'Amérique. Quand les huissiers arrivent, en général, les maisons sont vides. Les gens qui y vivaient sont partis avant. L'affront n'est pas supportable. Ils vont dans leur famille ou se retrouvent à la rue. En général, les maisons sont encore pleines des meubles et objets des familles qui y vivaient. Elles ont vingt-quatre heures pour partir et pas les moyens de payer un déménagement. Le piège dans lequel ces ménages modestes sont tombés, c'est les subprimes, un mécanisme destructeur inventé par l'industrie financière. Barbara a aussi été victime des subprimes. Le courtier qui lui a vendu le prêt ne lui a pas expliqué que le taux était variable et elle n'a pas lu les petits caractères en bas des nombreuses pages du contrat. Mais elle sait qu'elle s'en est bien sortie. Elle a réussi à convaincre une banque sérieuse de racheter son prêt. Pour cela, elle s'est encore

endettée. Au final, sa maison lui aura coûté cinq fois son prix initial.

Mais tout autour, Cleveland est devenue une ville défigurée. Les maisons abandonnées suscitent les pillages, les gangs y élisent domicile, les quartiers se dégradent, ne sont plus que des théâtres d'ombres et de trafics. Pendant ce temps, ces petits morceaux du rêve américain sont vendus aux enchères à des prix dérisoires. Banques et spéculateurs les croquent pour une bouchée de pain. En dix ans, à Cleveland, les ventes aux enchères de maisons saisies ont été multipliées par plus de cinq. Pendant ce temps, certains ont gagné beaucoup d'argent, à commencer par les banquiers, les courtiers, et l'ensemble de la bulle financière qui spéculait et spéculait encore, qui vendait et revendait ces subprimes pourries. Plus le prêt accordé était gros et plus leur commission aussi. Finalement, conclut Barbara, « leurs bonus sont indexés sur notre malheur ». Barbara était comme ces millions d'Américains qui ne gagnaient pas assez leur vie et se sont endettés avec l'aide du système bancaire qui les y encourageait. Ces classes moyennes aux salaires insuffisants sont devenues les nouveaux pauvres ruinés par la crise financière.

À la terrasse d'un bistrot de mauvaise mine, Liu Lei, 21 ans, et son collègue du même âge,

Zhang Li, discutent. Ils travaillent au département contrôle d'Apple à Guanlan, un site du géant taïwanais Foxconn qui fabrique les iPhones dont raffolent les Occidentaux. « Notre équipe vérifie 9 500 iPhone pas jour, explique l'un des deux jeunes hommes. Je suis payé 2 000 yuans par mois (225 euros) », soit deux à trois fois plus que le salaire moyen d'un ouvrier chinois. Les ouvriers travaillent soixante heures par semaine, avec seulement douze jours de congés annuels. Le travail est très dur, reconnaissent les deux amis, mais quand on leur parle de suicide, ils repoussent le sujet. « Ce n'est pas respectueux pour nos parents. »

Foxconn est pourtant l'entreprise qui a connu une vague importante de suicides, quinze entre janvier et juin 2010. Avec un cynisme incroyable, la direction a d'abord installé des barreaux aux fenêtres et des matelas pour amortir les défenestrations. Puis elle a fait signer un document aux salariés, disant que l'entreprise ne verserait rien à leurs familles en cas de suicide. Mais ça bouge à Foxconn. L'entreprise a ainsi fait l'actualité parce qu'elle a dû consentir des hausses de salaires de 70 % pour mettre fin aux grèves de ses salariés. Mais si l'entreprise a perdu cette manche contre ses salariés, elle prépare sa revanche : une délocalisation... à l'intérieur de la Chine.

Au fond, Liu Lei et Zhang Li sont inquiets. L'usine de Shenzhen va sans doute fermer ses portes ou plutôt se muer en centre de recherche, l'assemblage étant transféré à des travailleurs plus pauvres de l'ouest de la Chine, ou peut-être en Inde ou au Vietnam, des pays low cost en matière de main-d'œuvre.

Le cycle fou de la mondialisation est un puits sans fond, une machine dérégulée dont le carburant est de trouver sans cesse des plus pauvres et des plus dociles.

Mohan a presque 30 ans et il vient de choisir de quitter sa terre du Vidarbha, région orientale de l'État dont Bombay est la capitale, en Inde. Ce qu'il fuit, c'est la misère paysanne, la course aux rendements et le mirage du coton transgénique.

Depuis les années 1980, l'Inde a fait le choix de l'ouverture mondiale en contrepartie des aides du FMI. Ses ingénieurs en ont profité, mais à quel prix ? Dans le mouvement de la révolution économique, l'Inde est devenue le champ d'expérimentation de l'agriculture mondialisée. Au début des années 1990, le gouvernement a choisi l'abandon des cultures vivrières pour les cultures commerciales comme le coton et le soja dont l'objectif était la rentabilité. Pour le remplir, les firmes mondiales se sont présentées au domicile des paysans indiens et leur ont proposé des semences miraculeuses, comme le coton

transgénique BT de Monsanto. Des variétés traditionnelles ont même été interdites dans certaines banques de semences. Mais les illusions se sont fissurées. Le coton OGM est tombé malade. Les semenciers avaient omis de préciser que leurs plants ne résistaient pas aux maladies locales et qu'il fallait étendre des tonnes de pesticide en plus. Ils n'ont pas non plus précisé qu'il fallait deux fois plus d'eau. On avait promis aux paysans indiens un rendement trois fois supérieur (15 à 20 quintaux), il est devenu trois fois inférieur (2 quintaux). D'autant que, pour s'offrir ces semences, il a fallu y mettre le prix et s'endetter. Et l'endettement s'est ajouté à l'endettement, car ce coton OGM est doté d'une technologie redoutable : les graines ne peuvent pas se replanter, il faut racheter des semences. En outre, le cours mondial a chuté et le coton indien ne peut concurrencer celui des États-Unis qui est, lui, subventionné. En Inde, depuis quinze ans, ce sont plus de 25 000 paysans qui se sont suicidés.

Pour Mohan, il est hors de question de se suicider, mais il n'y a plus d'avenir dans l'agriculture. Il a donc décidé de partir grossir les bidonvilles de la cité voisine, en espérant y trouver un travail.

Aéroport de Marseille-Marignane, il est très tôt ce matin, environ 3 heures. Un charter venu

d'Istanbul débarque une cinquantaine de Turcs, dont Turan, qui ont la particularité commune d'être chauffeurs routiers. Ils finissent leur nuit sur le parking ou sur le sol de l'aéroport. Bientôt, leurs camions arriveront de Turquie par bateau. Il faudra aller livrer, en France. Comment ces hommes se retrouvent-ils là ? Partir pour des missions à l'étranger d'une semaine à un mois rapporte 800 euros par mois, le double de leur salaire mensuel, mais la moitié du salaire français. La législation, quant à elle, est bien floue. Mais tant que les inspecteurs du travail ne sont pas passés, la manœuvre est rentable. Après, on verra bien.

Ailleurs en France, dans un entrepôt d'un grand transporteur, un minibus tirant une petite remorque arrive. À son bord, des chauffeurs polonais dont Michal. Ils sont une dizaine, c'est la relève. Sitôt débarqués, le minibus embarque le même nombre de chauffeurs polonais déjà présents dans l'entrepôt. Dans la petite remorque, le linge sale des partants remplace le linge propre des arrivants. Retour en Pologne. Pour faire travailler ces chauffeurs polonais en France, la compagnie a ouvert une filiale ici. C'est d'ailleurs là qu'ils sont payés, avec des salaires polonais, c'est-à-dire la moitié des salaires français. De plus, ils sont utilisés pour contourner le droit du travail français : ils sont par exemple envoyés en Angleterre les jours fériés.

Dans l'entrepôt, on se débrouille comme on peut. Il n'y a qu'une minuscule salle de repos et quelques douches. Alors on vit sur le parking, autour des camions. Les chauffeurs français les voient d'un mauvais œil. La menace sur leur emploi est bien concrète, elle est là, sur le même parking. Côté polonais, on ne se mélange pas trop non plus. Pour eux, les chauffeurs français sont des privilégiés, ils gagnent beaucoup plus, ont des droits sociaux et en plus se méfient. Dans ce dépôt, on organise la misère et on s'assure des conflits. Tant que les chauffeurs se méfient les uns des autres, il n'y a pas trop de souci à se faire. C'est la technique arithmétique de la division pour organiser et profiter de la misère.

Chantal et Lysiane les teinturières, Andréas le menuisier allemand, Gina qui fait le ménage, Barbara de Cleveland ou Liu Lei et Zhang Li les ouvriers chinois, Mohan le paysan indien, Turan et Michal les routiers ne se connaissent pas entre eux. Sans doute ne se croiseront-ils jamais. Tous ont des situations différentes, des vies différentes, vivent dans des pays aux niveaux de vie totalement opposés. Mais ils ont tout de même un point commun, quelque chose qui les tient tous par le ventre et par la tête : la mondialisation.

La mondialisation, ce n'est pas un phénomène concernant quelques cadres qui parlent anglais et prennent l'avion tous les trois jours, la mondialisation, ce n'est pas une bulle dont les gens ordinaires sont à l'écart. Au contraire, elle est devenue leur dénominateur commun, ce qui les relie sans qu'ils le sachent, comme une sorte de cordon invisible et fatal entre chaque travailleur, quel que soit son pays, et où qu'il travaille dans les économies du monde.

Pour Chantal et Lysiane, la mondialisation prend le masque des délocalisations dans les pays à moindre coût. Pour Turan, Michal et les routiers français, la mondialisation, c'est la concurrence entre les travailleurs et la pression sur les salaires et les normes sociales. Pour Andréas et Gina, la mondialisation résonne dans leur vie comme la dévaluation du travail, un travail qui ne vaut plus rien, qui ne protège contre rien, pas même contre la pauvreté. Mohan, de la mondialisation, il aura connu l'écrasement par les multinationales, telle Monsanto. Ils font tous partie de ces bataillons de travailleurs pauvres, des travailleurs-marionnettes ballotés au gré des intérêts des puissants, les entreprises transnationales qui ont pris le pouvoir. Ce sont elles et leurs actionnaires les grands gagnants de la mondialisation, elles qui se jouent des frontières et des pouvoirs politiques, elles qui sont devenues plus riches que

les États. En 2000, ExxonMobil était plus fortunée que le Pakistan ou le Pérou. La mondialisation des paysans indiens, c'est ainsi celle des marchands de famine. Au plus haut de la crise alimentaire de 2007-2008, les multinationales du secteur publiaient leurs bénéfices. Cargill, le plus gros négociant mondial de céréales, affichait en 2008 une augmentation de ses bénéfices de presque 70 % de plus qu'en 2007, soit une hausse de 157 % par rapport à 2006. Les fournisseurs d'intrants agricoles sont encore mieux lotis. La faim rapporte gros. Leur quasi-monopole sur les semences, pesticides, engrais et équipements agricoles leur a permis de maximiser la pression sur les agriculteurs. Mosaic, qui appartient pour partie à Cargill, a vu ses bénéfices avant impôts exploser de 430 %. Depuis 2002, le prix des engrais a augmenté de 191 % et celui des semences de 71 %.

Quant à Barbara, sa mondialisation à elle, c'est celle de l'industrie financière, comme un tsunami qui a emporté les maisons et les vies construites dedans. Au fond d'elle, il y a une sourde colère, car la crise des subprimes qui a touché les gens ordinaires n'a suscité aucune réaction. Il a fallu qu'elle atteigne Wall Street en 2008 pour que des mesures soient prises.

Pour Liu Lei et Zhang Li, la mondialisation, c'est la pression, le contrôle, l'esclavage moderne et l'incertitude. Ils se demandent de quoi

demain sera fait et où iront les usines. Du haut de leurs 20 ans, ils ont envie de vivre et plus forcément de survivre et subir.

Ces histoires ordinaires, chacun les connaît. Ce sont les nôtres, celles de nos voisins, c'est le monde irrespirable qu'on nous a vendu.

Pour tous, pas de pitié, mais beaucoup de fierté. Pour tous, le travail est dur, le goût du « travail fier ¹ » est là, les travailleurs l'assument, mais le compte n'y est pas. Du travail, ils en demandent, pour vivre, pour nourrir, éduquer leur famille, non pour souffrir et mourir de faim. Pour tous, les dangers qui obscurcissent l'horizon sont dans la mondialisation. La mondialisation, c'est la boule qu'ils ont au ventre quand ils vont travailler en sachant que le couperet de la délocalisation tombera un jour ou l'autre. La mondialisation, c'est la pierre qu'ils ont dans le cœur quand ils sont poussés à s'affronter entre travailleurs de nationalités différentes et pourtant tous instrumentalisés par les mêmes actionnaires. La mondialisation, c'est le poids qu'ils ont sur la conscience quand, après une vie de travail, ils ne parviennent pas à payer les études de leurs enfants. Le déclassement, c'est ce qui arrive à nos classes moyennes et populaires, lesquelles ont trimé mais se voient

1. L'expression est de Victor Hugo.

aujourd'hui vivre moins bien qu'il y a vingt ans ; c'est le résultat de la mondialisation décidée par nos classes dirigeantes depuis vingt ans. La mondialisation, c'est le doute qu'ils ont dans l'esprit, celui d'avoir été emmenés par leurs chefs au fond d'une impasse et d'y avoir été abandonnés.

Dans ma Bourgogne du Sud, ma Saône-et-Loire familiale et élective, dans ce département industriel qui produit des pneus pour Michelin, des moteurs de camions pour Iveco, de l'acier spécial pour ArcelorMittal, des compresseurs pour General-Electric, des boggies pour Alstom, des grues pour Potain, des chaudières et des générateurs de vapeurs pour Areva, du bœuf charolais, de la volaille de Bresse, du vin et des crus de Pouilly-Fuissé, de Mercurey et du Moulin-à-Vent, des charpentes en lamellé-collé, des ouvrages d'art et des ponts en bois pour Fargeot, vue de chez moi et d'en bas, pour tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, la mondialisation n'est rien d'autre qu'un système extrémiste.

« LA MONDIALISATION,
C'EST L'EFFONDREMENT DU POUVOIR
D'ACHAT DES BULLETINS DE VOTE ¹ »

La mondialisation est un système qui a méthodiquement organisé la mise en concurrence mondiale, sans limite, sans scrupule, sans filet, sans foi ni aucune loi, des salariés, des entrepreneurs, des agriculteurs et de tous ceux qui ont été placés en compétition directe avec des travailleurs chinois, des ingénieurs indiens, et des paysans argentins, ceux-là même qui n'ont d'autre choix que d'accepter des rémunérations de misère pour vivre ou survivre.

Le bilan de la dernière décennie de mondialisation est un désastre pour ceux qui n'ont d'autres ressources que leur travail : délocalisations en série, destructions d'emplois et d'outils de travail, diminution des salaires et revenus du travail par la pression à la baisse. Tout s'est

1. L'expression est du philosophe allemand Jurgen Habermas.

déroulé comme s'il s'agissait d'une vaste mise aux enchères, mais une mise aux enchères à la baisse, de l'emploi et de son prix, avec pour référence suprême le travailleur chinois payé quarante fois moins cher que l'ouvrier français ou allemand. Combien ont dû accepter la montée de la dureté des conditions de travail et du productivisme dans les entreprises, accompagnée de la stagnation des salaires, pour faire face à cette concurrence mondiale ? Le chantage à la délocalisation et au chômage est devenu un mode de gestion ordinaire des grandes entreprises¹. La situation des producteurs, entrepreneurs, sous-traitants n'est guère plus enviable, puisque tout concourt par la mise en concurrence à affaiblir toute prétention à se faire normalement payer son travail.

Partout la carte de la France désindustrialisée s'est constellée peu à peu de la multiplication de ces fermetures en points noirs. Les grands groupes touchés, les sous-traitants, les sous-traitants des sous-traitants, les petites entreprises familiales, les toutes petites entreprises unipersonnelles... j'ai vu le mouvement lent et tectonique de la désindustrialisation produire ses secousses telluriques quotidiennes sous nos yeux d'élus impuissants. Finalement, ouvriers, cadres, syndicalistes, même directeurs d'usines, élus

1. Éric Laurent, *Le Scandale des délocalisations*, Plon, 2011.

locaux, parlementaires, peu importe, nous sommes devenus les otages enchaînés d'un système qui n'a plus le sens de l'être humain, de la modération et de l'équilibre. Un système extrémiste et inhumain auquel il faut mettre fin.

Les pertes d'emplois liées aux délocalisations ou aux réductions d'effectifs, provoquées par la recherche de faibles salaires ou d'absence de protection sociale, ont représenté 8 % des emplois industriels de la zone euro depuis 1995, selon l'économiste Patrick Artus¹.

En trente ans, environ 2 millions d'emplois industriels ont été détruits en France (1 913 500 entre 1980 et 2007). Cela représente 71 000 emplois détruits en moyenne chaque année, et un total de 36 % des effectifs industriels².

L'économiste Jacques Sapir³ estime que les pertes directes et indirectes liées aux délocalisations représenteraient environ 4 % de la population active, c'est-à-dire presque la moitié du chômage actuel.

Le libre-échange généralisé n'est donc plus un progrès pour les travailleurs du nord ni pour

1. Patrick Artus et Marie Paule Virard, *Globalisation, le pire est à venir*, La Découverte, 2008.

2. Lilas Demmou « La désindustrialisation en France », étude du ministère de l'Économie et des Finances.

3. Voir Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Seuil, 2011.

ceux du sud. Il est devenu l'ennemi des peuples. Il faut que ce soit dit une bonne fois pour toutes : la mondialisation est désormais un système perdant pour tous les travailleurs, classes laborieuses, populaires et moyennes du monde entier ; les uns parce qu'ils perdent ce qu'ils ont chèrement acquis, les autres parce qu'ils ne gagnent rien ou pas grand-chose.

À l'heure des bilans, il faut bien reconnaître le désastre de décennies de libre-échange frénétique. « Combien dégagez-vous de *return on equity* ?¹ » aiment à se demander entre eux les managers des entreprises transnationales comme des adolescents comparant leurs charmes. Mais derrière les Rolex, les Porsche Cayenne et la vie en Prada d'une poignée, il faudrait compter les délocalisations en série, les destructions d'emplois et d'outils de travail, la diminution des salaires et revenus du travail par la pression à la baisse, le chantage au chômage, bref la grande brocante des savoir-faire et des protections sociales. Le monde a fait fausse route, la mondialisation est devenue sa déroute.

Le mensonge était dans la promesse que la fée prospérité se pencherait bientôt sur notre berceau et élèverait le niveau de vie de tous. Le sys-

1. C'est, en langage managérial, le rendement pour l'actionnaire de son capital investi.

tème devait être garanti par des multinationales tellement généreuses et philanthropiques qu'elles auraient dû, par leurs profits décuplés, entraîner le reste du monde, faire ruisseler la richesse et mettre fin à la pauvreté dans l'harmonie finale et planétaire enfin trouvée.

L'erreur fatale, c'est qu'à la place des États souverains, on a installé des entreprises capables d'être plus fortes qu'eux, de les faire chanter, et d'obtenir ce qu'elles veulent pour elles-mêmes et ceux qui les possèdent, au détriment des peuples. Chez nous, c'est le CAC 40, la nouvelle noblesse française, qui, comme les aristocrates à la veille de la Révolution française, ne paie pas d'impôts quand les autres – le Tiers État composé des petites entreprises, des artisans, des retraités et travailleurs – triment afin de payer les leurs. Cette noblesse antipatriotique est celle qui s'allie avec l'étranger contre la France, comme à l'époque de Coblenze et de Valmy, celle qui investit et travaille pour des économies qui nous font concurrence et détruisent nos emplois.

Car même les multinationales ne servent plus l'économie ; elles se servent elles-mêmes. Elles n'ont d'ailleurs plus d'autre nationalité que le profit. À quoi servent en réalité les entreprises transnationales ? On nous dit que ces grandes sociétés emploient 10 % de la population active française. C'est vrai, mais elles ne créent plus

d'emplois, elles en détruisent. Entre 2005 et 2009, les cadors du CAC 40 ont supprimé 44 000 emplois en France, alors que le secteur privé en créait 200 000. Michelin a détruit 5 000 emplois en cinq ans ; Renault, près de 12 000 et Sanofi a licencié 3 000 personnes en 2009-2010 (dont 1 300 dans la recherche).

Alors on nous répond que ces grands groupes renforcent la position économique de notre pays dans le monde. C'est faux. Pour vendre, ils doivent désormais offrir aussi leur technologie et leurs secrets. Leurs centres de recherche se multiplient en Chine, et avec eux les brevets. Même les sièges sociaux s'en vont peupler les cantons suisses où il n'y a pas d'impôt à payer. Les grands groupes qui se prétendent champions ne renforcent pas la France, ils l'affaiblissent et l'abaissent économiquement et moralement.

On nous dit que ces grandes entreprises investiraient largement en France. C'est faux. Les mastodontes du CAC n'investissent plus dans notre pays pour les activités d'avenir. Alstom a racheté une société espagnole pour se lancer dans l'éolien et Saint-Gobain a fait de même en Allemagne pour le solaire, tandis que Renault est passé sous la barre des 20 % de voitures produites en France.

On nous dit que ces entreprises rapporteraient quand même beaucoup d'impôts à l'État. C'est encore faux. La recherche privée en France

bénéficie du « crédit impôt recherche » et les sociétés du CAC pompent tous les allègements de charges à force de chantage. Celles-ci payent 12 % d'impôt sur les sociétés contre 26 % en moyenne pour l'ensemble des PME. De sorte qu'avec la complicité de l'État, ces entreprises sont devenues des Robins des bois à l'envers qui prennent dans la poche des PME et des salariés afin de soutenir leurs actionnaires.

On nous dit que ces grandes entreprises structureraient l'économie. C'est toujours faux. Elles étranglent les sous-traitants, en pratiquant une politique de l'assèchement : paiement en retard, débauchage de cadres, rapt de brevets et surtout compression des sous-traitants comme amortisseur de la crise.

On nous dit de ne surtout rien faire car ces entreprises partiraient. C'est toujours plus faux. Elles partent de toute façon. Total a fermé la raffinerie de Dunkerque et en construit une à Jubail en Arabie Saoudite, délocalisant au passage ses émissions de CO₂ dans ce pays qui n'a pas ratifié le protocole de Kyoto.

La faute du libre-échange a ainsi ouvert le tombeau de la politique, la mort lente du droit pour les peuples de choisir librement leur fiscalité, leur droit du travail, leur niveau de salaires.

Il a pris en otage la souveraineté des peuples. Qui bradera le plus vite son système social

patiemment construit pour protéger contre la maladie, le chômage ou la retraite ? Qui démantèlera le plus efficacement ses services publics éducatifs, hospitaliers, universitaires, en transférant la charge sur l'usager et sa contribution individuelle, pour diminuer les prélèvements sur les entreprises, le capital et ses revenus ?

En vingt ans, les États se sont laissés à leur tour désarmer et prendre dans les filets de cette économie du chantage, abandonnant leurs moyens d'action politique sur l'économie, refusant stupidement d'opposer au plan européen le contrepoids politique à la puissance et à la vitesse de destruction, par les marchés, du droit des citoyens à disposer d'eux-mêmes.

L'ensemble du système décisionnel politique fut pris en otage permanent, et les politiques alternatives peu à peu considérées comme irréalistes ; pire : utopiques. Au bout du chemin, ce fut le sentiment d'inutilité, de découragement à l'égard de toute politique, reine de l'impuissance et du « ne jamais rien faire », l'absence de distinction entre la gauche et la droite et finalement la démission qui s'imposèrent.

Dans cette compétition fiscale et sociale entre les États, chacun peut rétrospectivement savoir désormais qu'il n'y eut que des perdants.

Car depuis plusieurs décennies, les États européens, en compétition entre eux et en compétition

avec ceux du reste du monde, se sont lancés dans une course mondiale au moins-disant fiscal, imitant les États-Unis qui avaient commencé dans les années 1980. Les réductions d'impôts et de cotisations sociales sur les bénéficiaires des entreprises, sur les fortunes, patrimoines et revenus aisés se sont multipliées, dans une course suicidaire à l'attractivité, stimulée avec arrogance et vulgarité par les paradis fiscaux, qu'on négligea de démanteler. Cette mise en concurrence des États et des protections sociales a pris des proportions qui ont mis les États dans la main de la dette publique et des marchés financiers. Ainsi, en France, la charge annuelle d'intérêts de la dette est équivalente à la totalité des recettes d'impôts sur le revenu (40 milliards). Pourtant, un rapport parlementaire récent chiffrait à 100 milliards d'euros en 2010 le coût annuel des baisses d'impôts consenties entre 2000 et 2010 sans même inclure les exonérations de cotisations sociales (30 milliards).

Il n'y a pas d'issue, dans la concurrence fiscale effrénée qu'ont engagée les États du Nord, autre que la destruction de la protection sociale, des services publics et la montée structurelle de la dette publique, avec des mesures finales injustes à la clé ¹.

1. « Manifeste d'Économistes Atterrés », par Philippe Askénazy (CNRS, École d'Économie de Paris), Thomas Coutrot (conseil scientifique d'Attac), André Orléan (CNRS, École des Hautes Études en Sciences Sociales) et Henri Sterdyniak (OFCE).

DES CHÔMEURS AU NORD ET DES ESCLAVES AU SUD

Le plus grave est qu'un grand nombre de dirigeants politiques et économiques y croient encore, en bons petits enfants de chœur à l'abri de la violence ou de l'horreur économique du monde réel. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Étrangères, a résumé en une phrase le problème : « *Le libre-échange intégral qui met en compétition des centaines de millions de paysans asiatiques ultra-pauvres avec les anciennes classes ouvrières européennes protégées par deux siècles de lutte, c'est absurde.*¹ »

C'est bien là le procès qu'il faut faire aux décideurs économiques et politiques, ces dirigeants qui nous enterrent et ne veulent toujours pas entendre que le libre-échange est dangereux, quinze ans après la création de l'OMC, quinze ans de malheur et d'impuissance.

1. Débat avec Étienne Balibar, *Philosophie magazine* n° 42, septembre 2010.

Car ces choix obsessionnels portés par des fondamentalistes de l'ouverture commerciale ont-ils servi les intérêts de quiconque, mis à part une infime minorité mondiale ? La baisse des revenus du plus grand nombre est là, l'enrichissement exagéré de 1 % des ploutocrates mondiaux aussi, comme la contraction des protections sociales, la destruction des ressources naturelles, la crise écologique qui multiplie ses foyers d'apparition, et l'ombre de la peur qui s'est étendue sur les sociétés. C'est le triste bilan de cette escroquerie mondiale.

La religion du libre-échange a-t-elle aidé les travailleurs du Sud ? Quel service a-t-elle rendu aux travailleurs chinois, par exemple ?

Les milliers de milliards d'excédents amassés par la Chine, transformés dans ses ateliers industriels à la place du reste du monde, les salaires de misère, l'absence de sécurité sociale, l'interdiction de protester, de se syndiquer, de faire grève, de voter, la répression du pouvoir, les atteintes à la santé des employés et à l'environnement des citoyens chinois, le pillage des technologies mondiales, l'empoisonnement de morceaux de la population chinoise comme tribut du développement, l'explosion des bénéfices des investisseurs mondiaux en Chine, est-ce le progrès attendu ?

Alors, il y a l'argument massue de la classe moyenne chinoise qui se serait développée. 80 millions de Chinois gagnent aujourd'hui

plus de 20 000 dollars par an. Sur 1,4 milliard, c'est 5 % de la population, ce n'est pas beaucoup ! Quant au chiffre miracle des 400 millions de personnes sorties de la pauvreté qu'avancent les Chinois, il est obtenu parce que le seuil de pauvreté est fixé à 0,40 dollar par jour en Chine. Quel progrès formidable !

La Chine fait voler en éclat tous les mythes du libre-échange. Le premier prétend que le pays serait un débouché pour nos produits. Or, depuis 2009, la Chine a décidé de favoriser « l'innovation indigène ». Les candidats aux marchés publics doivent produire une accréditation certifiant qu'ils ont recouru à des technologies chinoises dans six secteurs allant de l'informatique aux télécoms et à l'énergie. La deuxième illusion est que la haute technologie est l'apanage des Occidentaux. Lenovo – qui a racheté il y a six ans la branche PC d'IBM – a lancé sur le marché français des PC de bureau et portables grand public. L'entreprise chinoise Huawei a rattrapé et doublé Alcatel-Lucent comme troisième équipementier 3G dans le monde. Enfin, l'idée que l'économie de marché mène automatiquement à la démocratie est une erreur de jugement, car les entreprises transnationales sont très contentes d'utiliser la dictature post-maoïste pour ne pas avoir à payer leurs nouveaux presque-sclaves. Le Parti communiste chinois, qui a inventé le capitalisme marié au communisme, et les grands

groupes s'entendent comme larrons en foire et n'ont aucun intérêt au changement. Les Chinois sont donc protectionnistes : ils veulent nos technologies, ils nous les volent et gagnent ainsi des décennies de recherche dans le domaine sans avoir à investir par la violation du copyright, sur leur propre territoire, en attirant méthodiquement des délocalisations d'entreprises avec leurs savoir-faire technologiques¹. Avec les excédents accumulés pendant ces années de naïveté, les Chinois ont commencé à faire leur shopping en achetant des entreprises en France et en Europe – ce que nous ne pouvons pas faire nous-mêmes en Chine –, capturant des savoir-faire, des brevets, des positions stratégiques sur les marchés. En Grèce, ils ont profité de la crise pour acheter une grande partie de la dette grecque et des ports leur donnant un avantage important en Méditerranée. Nos technologies ne seront plus, dans un très petit nombre d'années, un avantage puisque nous nous sommes laissés piller par le libre-échange.

Dans cette désintégration des économies nationales par l'effet de ce libre-échange extrémiste, est apparue, via la crise, une réalité qui nous a sauvagement rattrapés : la demande intérieure est en

1. Philippe Cohen et Luc Richard, *Le Vampire du Milieu. Comment la Chine nous dicte sa loi*, Mille et Une Nuits, 2010.

retard sur la production. Partout on continue à étrangler les salaires et les coûts pour conquérir de nouveaux marchés. C'est vrai chez les pays les plus frénétiquement exportateurs, comme la Chine et l'Allemagne. Quel est ce curieux système économique où l'on prétend vendre à des gens qui n'ont plus d'argent ni de salaire pour acheter ? Alors, pour suivre le rythme, les consommateurs ont dû emprunter. Les crédits et les dettes ont complété les salaires, comme une sorte de dopage... jusqu'à ce que la bulle éclate. Les subprimes ont été le premier symptôme, puis ont suivi la contamination de l'ensemble du système financier et enfin le crash. Faute de salaires et de revenus suffisants distribués, car accumulés par les ultra-riches, cette économie, soutenue artificiellement par le surendettement, s'est effondrée.

Quel que soit le bout par lequel on prenne le système, il ne tient plus. Fin de partie pour ce monde du libre-échange sans frein, tellement déséquilibré qu'il n'est plus utile à personne. Si l'on voulait résumer les quinze années écoulées, il ne serait pas excessif de dire que la mondialisation a fabriqué des chômeurs au Nord et augmenté le nombre de quasi-esclaves au Sud, détruit les ressources naturelles partout, donné le pouvoir aux financiers et retiré aux peuples les moyens qu'ils avaient conquis de s'autodéterminer.

LA TRAHISON DES ÉLITES

Devant ce constat, le sentiment s'est installé que le lien nécessaire de confiance qui relie toute société à ses élites s'est progressivement défait. Les élites économiques et politiques se sont enfermées à double tour dans leur confort, dans leur mondialisation heureuse, protégées par leur culture, leurs professions, leur mobilité et leurs voyages, leurs sécurités financières. Elles se sont construit des croyances artificielles, une mise sous bulle stérile et indifférente au sort des gens, une vitre idéologiquement blindée contre laquelle tous les gens ordinaires viennent s'écraser, comme des insectes sur le pare-brise d'une belle voiture lancée à pleine vitesse. Ça ne fait pas de bruit, et le monde file toujours à vive allure sur les autoroutes de la bonne conscience, de la finance dérégulée, du libre-échange et de la concurrence mondiale que deux ou trois générations d'hommes et de femmes politiques ont rendue sans frein.

Ceux qui nous gouvernent continuent à croire au libre-échange. C'est l'affaire des dominants d'une génération née avec la croissance et qui va mourir avec un niveau de vie confortable, léguant à d'autres la crise. Devant l'histoire, ils seront les Louis XVI d'aujourd'hui et autres Marie-Antoinette qui, alors que le peuple réclamait des droits et du pain, déclaraient : « *Ils n'ont plus de pain, qu'ils mangent de la brioche !* » Une enquête très instructive révélée par Emmanuel Todd a été réalisée en 2006¹ : 53 % des sondés étaient favorables au protectionnisme. Les plus favorables sont les 18-24 ans (67 % contre 18 %) et les ouvriers (63 % contre 19 %). Les Français ont quant à eux tout compris. Les salariés du privé – ceux qui subissent les délocalisations – vont dans le même sens (58 % contre 29 %), ceux du secteur public – qui comprennent que la restriction salariale et le dégraissage des effectifs sont leur seul horizon – penchent aussi désormais de ce côté (48 % contre 38 %). Et la crise financière n'était pas encore passée par là ! Les plus de 65 ans, aux retraites tailladées, se rallient à la cause, sans majorité toutefois (48 % contre 29 %). En fait, seuls les cadres et professions intellectuelles supérieures sont favorables au

1. *Après la démocratie*, par Emmanuel Todd, Gallimard, 2008.

libre-échange, d'une très courte tête (45 % contre 43 %), mais si l'on découpe cette catégorie par âge, les jeunes sont pour le protectionnisme européen.

Il ne reste donc plus que les vieux éduqués en faveur du libre-échange, ceux qui sont encore bloqués au XX^e siècle. En un mot, ceux qui nous gouvernent.

Pour tous les autres, tous ceux qui l'ont expérimenté de quelque manière que ce soit, le libre-échange est la destruction du mode de vie des gens et l'engagement dans des guerres sans fin, car la concurrence de tous contre tous engendre les haines, le règne de la méfiance vis-à-vis des voisins. Celle-ci cherche des boucs-émissaires – c'est l'immigré ou le musulman – et construit des sociétés de la défiance.

Le libre-échange, c'est donc la guerre de tous contre tous.

ENTRE LE SOCIALISME DE L'IMPASSE ET LE SOCIALISME DE LA DÉRIVE

Aujourd'hui, la gauche a mal à la tête. Elle se trouve dans la situation d'un médecin qui a prescrit du Mediator pendant dix ans et qui se rend compte qu'il y a des morts. Les *spin doctors* du libre-échange généralisé n'étaient pas de si bon conseil. Notre Mediator, c'est le libre-échange.

Alors il faut être courageux et prendre nos responsabilités politiques. Si l'on veut donner du travail à ceux qui ne parviennent pas à travailler, permettre aux gens de vivre de leur travail et de leur activité, financer le prix de l'éducation et de la santé pour tous, redresser l'économie de notre pays, retrouver le droit de choisir librement notre destin et ne pas finir esclaves des autres économies, comme dans un protectorat sino-américain, il n'y aura pas d'autre solution que d'ouvrir un nouveau chemin politique.

Seul un programme de démondialisation est capable de le faire.

Il faut entendre l'appel au politique qui monte des classes populaires comme des milieux des entrepreneurs, de tous ceux n'ayant pour ressource que leur travail. Même les managers d'entreprises demandent de l'aide au politique, ceux qui sont par exemple obligés de dire, la mort dans l'âme, à leurs salariés : « *Vous avez bien travaillé, nous avons fait des bénéfices, mais les actionnaires voulaient 15 % de rentabilité, nous sommes à 12 %, je ne peux pas vous augmenter, on gèle les embauches, on ne remplace pas les départs à la retraite et on fait des économies.* »

À tous ces citoyens, impossible de répondre encore que l'État « ne peut pas tout » – comme l'avait laissé échapper le Premier ministre Lionel Jospin au moment des premières vagues de délocalisations en France, il y a une grosse dizaine d'années –, que la mondialisation est un fait qui s'imposerait à nous parce qu'elle serait un ordre naturel alors qu'elle est le résultat de choix politiques décidés sans considération de ses conséquences. Or tout choix politique est réversible, car ce qui a été fait peut être défait.

Les Français ne se contentent plus du discours anesthésiant dans lequel la gauche politique s'est depuis longtemps enfermée. Ils ne

veulent plus de nos dénonciations sans solutions, de notre pitié ou de notre compassion, et ils en ont assez de nos rustines sociales sur les pneus crevés de la mondialisation. Une petite taxe sur les profits pour augmenter les transferts sociaux, et ça repartirait comme avant ? Salariés, agriculteurs, entrepreneurs ne veulent pas vivre sous perfusion dans un système aussi injuste, même taxé plus justement ! Ils veulent pouvoir vivre de leur travail !

Ce n'est pas plus compliqué que cela. Le vieux *socialisme redistributif*, celui de la perfusion, est une impasse car il prolonge la vie d'un système condamné. Il est à des années-lumière de la solution.

Tout autant que son compère le *socialisme de l'ajustement*, celui qui veut nous adapter à la mondialisation. Mais d'écrasement des salaires en destruction lente des droits sociaux, notre vie sera employée à nous adapter encore et toujours et nous ne serons encore jamais assez pauvres pour le système. Dans tous les cas, chez les citoyens, c'est l'idée d'impuissance qui est accolée à ces deux socialismes-là. Dans tous les cas, il ne reste dans la bouche des gens ordinaires que le sentiment d'absence de différence entre la gauche et la droite. Bref, entre le socialisme de l'impasse ou celui de la dérive, je ne veux ni

l'un ni l'autre. Et quand bien même s'uniraient-ils, qu'ils n'en feraient pas moins fausse route.

C'est le sens de ma candidature aux primaires populaires de la gauche. Je ne suis pas candidat à la gestion de ce système qui détruit la planète, asservit les hommes et anéantit leur droit de choisir.

Je suis candidat à la transformation de ce système.

Il nous appartient, il vous appartient, en faisant un usage juste de votre droit de vote, de donner à vos dirigeants une mission que je crois indispensable de conduire : imaginer et inventer le nouveau modèle français de l'après-crise, après l'écroulement de l'ancien modèle français de l'après-guerre.

Ce projet que nous pouvons construire ensemble, avec les forces politiques, économiques et sociales de la France entière, avec les forces politiques des autres pays d'Europe qui ont commencé dans leurs têtes à renoncer au libre-échange, vise à rendre la République française et l'Union européenne plus fortes que la mondialisation, et plus fortes que l'économie et les marchés, pour libérer les hommes des chaînes où les ont laissés nos prédécesseurs.

C'est pourquoi je propose une nouvelle stratégie politique et économique de création de

richesses, elles seules capables de nous faire vivre dignement de notre travail.

Ce programme politique, c'est la démondialisation. C'est un programme de sursaut en faveur du travail contre les dividendes, de sursaut en faveur de l'industrie contre la finance, de sursaut en faveur de la création contre la rente. Bref, la démondialisation, c'est retrouver le pouvoir de choisir ! Pierre de touche de toutes nos politiques futures, de toutes nos aspirations à plus de justice et plus d'égalité, elle est le point de passage nécessaire de la transformation. Et autant une réponse à l'urgence de la situation qu'un projet pour notre génération.

UN PROTECTIONNISME MODERNE, VERT ET EUROPÉEN

Protéger ? Mais pour quoi faire ? Parce que le libre-échange généralisé est devenu un danger ? Oui, mais pas seulement. Ce protectionnisme *nouvelle vague* est d'abord une mutation, une façon de refaire et remodeler le monde avec nos mains, progressivement, comme les Français, qui composent une grande nation politique, l'ont à leur manière toujours réussi.

Après les vagues de désindustrialisation que nous avons subies, nous aurons à reconstituer une base industrielle nouvelle tournée vers l'écologie et l'innovation, inventant les produits de la Révolution industrielle verte, et capables de résoudre la crise écologique. Pour réussir cette réindustrialisation verte, l'Europe a besoin de se protéger contre le libre-échange, tout comme l'ont fait les pays émergents au moment de leur première industrialisation.

Ce nouveau protectionnisme, créatif, moderne, dépoussiéré et flambant neuf, n'est pas un protectionnisme de la peur de l'autre, mais un protectionnisme coopératif, de l'intelligence et de la générosité, de la mutation collective, un protectionnisme altruiste et solidaire parce qu'il organise concrètement la renaissance ou la constitution dans chacun des pays d'un marché intérieur, d'une agriculture et d'une industrie fortes, par de meilleurs salaires, la naissance de protections sociales, des services publics éducatifs et de santé, et à la clé des perspectives de développement dans lesquelles tous les peuples sortent gagnants.

C'est un protectionnisme de développement et d'émancipation, garantissant aux peuples le droit de choisir.

Ce n'est pas le protectionnisme haineux et revanchard de l'extrême droite, qui stigmatise l'étranger pour mieux laisser tranquilles les multinationales. Ce n'est pas le protectionnisme national de Mme Marine Le Pen, qui mène le pays à la ruine en l'isolant et le confrontant seul au reste du monde.

L'extrême droite veut utiliser la frontière pour asphyxier, dans une apoplexie nationaliste s'étouffant de la haine des autres. Je veux utiliser à l'inverse la frontière européenne pour permettre aux peuples au labeur de vivre de leur

travail, qu'ils soient européens ou qu'ils ne le soient pas, au Nord comme au Sud.

La grande modernité de la démondialisation, c'est qu'elle agit comme un instrument de changement du monde. C'est l'outil des révolutions douces que nous devons mener ensemble et non pas les uns contre les autres.

Le protectionnisme européen à la fois vert et social, c'est le keynésianisme du XXI^e siècle. Une volonté politique d'organiser, de façon réaliste, juste et efficace, l'économie de marché mondiale. La volonté de protéger notre industrie, nos emplois, nos travailleurs, et de sauver l'Europe du mal qui la ronge : la mondialisation libérale.

PROVOQUER LE CHANGEMENT ÉCOLOGIQUE

La lutte contre le changement climatique est d'intérêt planétaire. Chacun sait que nul État, qu'il soit *puissant ou misérable*, ne peut s'en excepter. L'Organisation Mondiale du Commerce, chargée de réguler la mondialisation, reconnaît elle-même l'intérêt supérieur que représente pour les nations la préservation de l'environnement par préférence aux intérêts du commerce. Dans le traité fondateur de la mondialisation – le traité créant l'OMC de 1994 –, la préservation de cet objectif est l'un des rares motifs justifiant les restrictions par les États au libre-échange ; les arguments d'atteinte à l'environnement permettent en effet à un pays de bloquer des importations de biens qui comporteraient de tels risques.

Je me souviens avoir demandé un rendez-vous avec le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, pour traiter spécialement de cette question. Les

barrières au libre-échange mondial sont-elles légitimes si elles s'appuient sur l'impératif écologique ? Sa réponse fut sans équivoque : Oui ! Il me démontra que le problème était que les États ne se servaient jamais de ces possibilités, parce qu'ils les ignoraient volontairement, et ne se souciaient pas des questions environnementales. Il suffirait donc que l'Union européenne s'en serve enfin, elle qui cultive la naïveté des mœurs candides au beau milieu d'un champ de bataille économique.

Dans l'architecture mondiale actuelle, le protectionnisme n'est donc pas impossible, il est même tout à fait légal, mais les États ne l'utilisent pas. On oppose souvent à tort ouverture et protection, alors que ces deux principes sont conciliables.

L'article IX.3 de l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce stipule que « dans des circonstances exceptionnelles », un membre peut solliciter une dérogation à l'ouverture de ses frontières. La lutte contre le changement climatique en est une. Une seconde option est utilisable : invoquer l'article XX du GATT (ancêtre de l'OMC) qui octroie des dérogations aux obligations du traité de l'OMC, si sont en jeu « la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation

des végétaux » et « la conservation des ressources naturelles épuisables ».

L'OMC a ainsi elle-même fixé, dans son propre traité fondateur, la fin de la mondialisation qu'elle prétendait soutenir et perpétuer. Tous les pays du monde peuvent donc, y compris la France, limiter les importations de produits qui dégagent plus de CO₂ que ceux que nous produisons en Europe. L'urgence écologique et la menace sur l'humanité imposent la prédominance des nouvelles règles de l'échange tirées du traité de l'OMC.

Il ne s'agit pas dans ce cas d'espèce de protéger les industries du Nord en déclin contre la concurrence du Sud, car les pays du Sud opposent l'argument selon lequel ils subiraient un handicap supplémentaire dans leur espoir d'émergence économique. Il s'agit de faire prévaloir un impératif planétaire et humain qui transcende les intérêts particuliers des États, parce qu'il pèse à la fois sur le Nord et le Sud, et dans l'intérêt de tous.

Ainsi, les efforts des pays engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique au Nord ne peuvent pas être ruinés par l'accélération des délocalisations. Il est hors de question de continuer à offrir aux entreprises transnationales le droit de contourner les législations exigeantes – en installant à moindre coût leurs

activités productives dans les pays qui refusent la lutte pour l'environnement – au moment où l'urgence écologique vient frapper à la porte de l'humanité.

Nombre d'économistes définissent ce nouveau protectionnisme vert ainsi : « *Ce que l'on voudrait protéger, ce sont au minimum toutes les activités économiques pour lesquelles l'adaptation aux contraintes de protection de l'environnement est génératrice de coûts supplémentaires, ne serait-ce que par la technologie qu'il faut acquérir et développer.*¹ »

Quel est le sens de consommer des crevettes pêchées au Sénégal, épluchées en Hollande, et consommées dans le monde entier ? Consommer des biens que nous pouvons fabriquer nous-mêmes sur place, que nous faisons voyager inutilement sur 10 000 ou 20 000 kilomètres est condamnable. La démondialisation a pour but d'y mettre fin.

L'excroissance du transport maritime mondial, symptôme d'une mondialisation écologiquement absurde, en est l'illustration la plus terrible. Toujours plus de marchandises, des navires de plus en plus gros. Le porte-conte-

1. Hélène Ruiz Fabri, professeur de droit international comparé, « Légitimité d'un protectionnisme vert » in *Les Echos*, 8 décembre 2009.

neurs *Emma Maersk* est le plus gros navire en activité : 397 mètres de long, 16 mètres de tirant d'eau, 157 000 tonnes de port en lourd. Il peut transporter entre 11 000 et 15 000 conteneurs. La valeur de la marchandise transportée est de 1,3 milliard de dollars en moyenne, ce qui représente l'équivalent des exportations annuelles du Mali ! Après les tankers, les vraquiers, les supertankers ont été remplacés par les porte-conteneurs qui, à leur tour, sont entrés dans la spirale du gigantisme dans les années 2000. Toujours moins de coûts, toujours plus de volume, 550 millions de tonnes transportées en 1955, 8 milliards en 2008.

« Prenons une basket Nike à 100 dollars. Le coût du transport, tout compris, représente quelques dizaines de cents ! Triplez le prix du baril et ce coût ne représentera pas 1 % du coût total. ¹ »

Et en effet le constat a été vérifié en 2008 lorsque le baril a frôlé les 150 dollars. Le coût du baril ne menace pas le secteur, car le transport terrestre de marchandises est beaucoup plus dépendant de l'évolution du prix de l'énergie. Dans le cas du transport maritime, le poids du navire est porté par l'eau, c'est autant

1. Élisabeth Gouvelal, directrice de recherche SPLOTT, « Transport maritime et mondialisation : toujours plus ou toujours moins », in *Regard de géographe*, novembre 2009.

d'efforts que ne doit pas supporter le moteur. « *Le différentiel de coût de production entre les pays développés et les pays d'Asie, notamment la Chine, est tel que la marge de progression des coûts que peut encaisser le système est énorme.* » Le libéralisme débridé qui règne dans le secteur y a amplement contribué : équipages internationaux exploités et sous-payés sur fond de dumping social, pavillons de complaisance, utilisation de plates-formes financières offshore. Les coûts ont été réduits au prix d'une fuite en avant qui a poussé le système à un point tel que seules des décisions politiques fortes pourront moraliser la profession en terme social et environnemental.

Le moment est donc venu de faire payer le juste coût de l'atteinte à l'environnement au transport maritime et aérien des produits fabriqués hors d'Europe, par la taxation massive et kilométrique des marchandises acheminées en Europe.

Il s'agit d'inverser le sens de la compétition économique : le monde ne courrait plus alors au moins disant social et environnemental, mais au mieux disant. Les échanges commerciaux peuvent devenir un outil d'amélioration de la condition des peuples, au Nord comme au Sud.

De grandes voix s'élèvent désormais au sud pour défendre ce nouveau modèle de « démon-

dialisation ». L'expression est d'un célèbre penseur philippin, sociologue réputé, également député des Philippines, Walden Bello : « *J'estime, pour ma part, que la démondialisation est une chance. Je l'ai présentée comme un modèle pouvant remplacer la mondialisation néolibérale il y a de cela près de dix ans, quand les tensions, les épreuves et les contradictions de cette dernière étaient déjà douloureusement tangibles. Conçue comme une solution de remplacement essentiellement destinée aux pays en développement, elle est également pertinente pour les principales économies capitalistes.* ¹ »

Walden Bello propose ainsi dans son programme de démondialisation une réconciliation entre les pays du Nord et du Sud, entre des pays en émergence et des pays victimes de désindustrialisation qui s'affrontent aujourd'hui dans la guerre économique mondiale, au détriment de leurs travailleurs-victimes d'abus antisociaux, et de leurs citoyens-victimes d'atteintes à l'environnement.

Il expose très clairement les axiomes composant ce nouveau modèle de démondialisation.

Les États doivent consacrer leurs efforts productifs à reconquérir leurs marchés intérieurs. Au Sud, il s'agit de distribuer de meilleurs

1. Walden Bello, *Deglobalization : Ideas for a New World Economy*, Zed Books, Londres et New York, 2002.

salaires pour permettre aux habitants d'acheter la production destinée aujourd'hui exclusivement à l'exportation. Au Nord, il s'agit de reconstruire les industries perdues dans ces années de mondialisation. L'échelle locale et nationale doit être privilégiée dans la production industrielle tant que la production peut se faire à des coûts raisonnables. La préférence pour le producteur plutôt que pour le consommateur constitue une nouvelle stratégie pour les États et les économies, consistant à obliger les consommateurs à acheter plus cher pour soutenir le pouvoir d'achat des salariés, dont la planète entière a désormais besoin, du Nord au Sud, afin de sortir de la crise. Une politique industrielle, qui inclut subventions, barrières douanières et échanges commerciaux, doit avoir pour objectif de revitaliser et de renforcer le secteur manufacturier, avec comme priorité les technologies vertes.

Pour réaliser cette révolution, Walden Bello précise les outils de la démondialisation : « *Les décisions économiques stratégiques ne peuvent être laissées au marché ni aux technocrates. Toutes les questions vitales – déterminer quelles industries développer, celles qu'il faut abandonner progressivement, quelle part du budget de l'État consacrer à l'agriculture – doivent au contraire faire l'objet de débats et de choix démocratiques. Le régime de la propriété doit évoluer pour devenir une "écono-*

mie mixte” intégrant coopératives et entreprises privées et publiques mais excluant les groupes multinationaux. Les institutions mondiales centralisées comme le FMI ou la Banque mondiale doivent céder la place à des institutions régionales bâties non sur l’économie de marché et la mobilité des capitaux, mais sur des principes de coopération. »

Le modèle de la démondialisation a pour objectif de soigner aux urgences la maladie de la concurrence effrénée, car aujourd’hui le libre-échange est devenu l’ennemi de nombreux peuples. L’efficacité du libre-échange à combattre la misère, assurer le développement économique, conduire la mutation écologique, protéger la solidarité entre les hommes, préserver les identités culturelles de l’humanité est plus que jamais discutable et discutée.

Ce programme de démondialisation peut devenir celui de la France et de l’Europe, si vous le décidez.

Il peut devenir l’outil de toutes les nations progressistes pour sortir de l’extrémisme dans lequel nous vivons, redonner aux peuples le droit de choisir leur mode de vie, à toutes les sociétés, qu’elles soient au Nord ou au Sud, le droit de faire un chemin singulier, et pour l’humanité entière, le droit d’organiser le sauvetage de la planète.

Il s'agit donc de faire un usage intelligent de nos frontières, antique instrument de l'exercice de la puissance. La frontière est aujourd'hui le moyen de tenir à distance la machine à mettre en concurrence sans limite la totalité des activités humaines. Démondialiser consiste à fonder une nouvelle pratique de la frontière, et de la protection, comme outil commun des États en concurrence et de l'humanité qui n'a toujours pas de défenseur ni dépositaire de son intérêt général.

Il ne s'agit pas d'ériger des forteresses nationales, qui seraient bien impuissantes. Il y a beaucoup de place pour l'action entre le néolibéralisme cynique qui impose la loi du plus fort et désarme les États en abolissant les frontières, et le repli national par crainte de perte d'identité ou de pouvoir, en faisant de la frontière une barrière agressive et infranchissable. Retirer notre pays du jeu mondial reviendrait à le précipiter dans les oubliettes de l'histoire et de l'appauvrissement.

LES SOLUTIONS DE LA DÉMONDIALISATION VERTE

Le programme de démondialisation rend possible de meilleurs salaires, permet la naissance de protections sociales là où elles n'existent pas, et assure progressivement la mutation écologique de l'économie. Parce qu'elle recherche des circuits industriels, agricoles et productifs courts, rapprochant les lieux de consommation des lieux de production. La démondialisation verte relocalise donc les activités productives et s'attaque autant aux entreprises transnationales qu'aux États oppresseurs du travail et de l'environnement.

Une stratégie de démondialisation pour l'Union européenne consistera à poser des conditions sanitaires, environnementales et sociales à l'importation des produits, en faisant d'abord respecter des normes fondamentales et protectrices des travailleurs de l'Organisation

Internationale du Travail, restées fictives puisque non appliquées : interdiction du travail des enfants, non recours au travail forcé, droit reconnu aux salariés de s'organiser pour négocier collectivement leur contrat de travail, non discrimination en matière d'emploi. Nous ouvrirons nos marchés en contrepartie du respect de ces normes, ou nous les fermerons si aucun progrès n'est constaté.

Les normes de lutte contre le réchauffement climatique et pour la défense de la biodiversité que l'Union européenne s'impose à elle-même doivent être respectées par les États et les entreprises transnationales qui prétendent commercer librement avec nous. L'Union européenne s'est engagée à réduire de 20 % en 2020 ses émissions de gaz à effet de serre. Elle doit donc exiger des engagements de même ampleur de ses partenaires et concurrents économiques. L'Union doit renforcer en outre les normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens, en assurant l'alignement des importations sur les exigences qu'elle fait peser sur ses propres producteurs, notamment agricoles, en particulier contre les substances et les marchandises dangereuses, protection qui doit s'imposer aux industriels européens autant qu'aux industriels indiens et chinois.

La capacité d'influence et d'action de l'Union européenne doit être utilisée comme moyen de pression sur le cours du monde. Forte de ses 500 millions de consommateurs, l'Europe dispose d'une puissance de négociation considérable, qu'elle n'utilise pas, pour faire intégrer dans le droit international des règles nouvelles exprimant ses valeurs et ses choix comme condition d'accès à son marché.

L'Union devra ainsi imposer à ses frontières une taxe carbone extérieure égale au coût de production supplémentaire induit par son effort de réduction des émissions de CO₂ ou fondée sur le bilan carbone global des produits intégrant les pollutions liées aux transports, en imaginant un système de « kilomètres carbone ¹ » à travers une taxe calculée sur la base des émissions carbone du transport.

L'affirmation de l'Europe face au reste du monde est indispensable pour assurer sa survie. Mais pour remporter un combat, il vaut mieux mettre la naïveté au rancart.

La fin des traités de libre-échange avec le reste du monde est donc programmée ; autant dire par avance qu'il n'y aura pas d'autre choix que d'assumer le conflit avec d'autres puissances

1. Négocié à l'OMC et à la Convention des Nations Unies pour le Changement Climatique (CNUCC).

commerciales, en agissant précisément comme elles-mêmes le font.

Sait-on au moins que seule l'Europe est ainsi ouverte aux quatre vents de la mondialisation ? Toutes les autres puissances admettent des protections. Les Américains, par exemple, via le *Buy American Act*, empêchent toute entreprise qui n'est pas installée aux États-Unis, et n'emploie pas des Américains, de se porter candidate à des marchés d'institutions publiques américaines. Cette loi oblige même les entreprises bénéficiant d'aides publiques à privilégier les fournisseurs américains. Scandale ? Non. Intérêt légitime d'une nation ou d'un groupe de nations.

Il sera nécessaire d'engager des procédures unilatérales de protection des industries renaissantes d'avenir et des activités économiques relevant de décisions de souveraineté, au nom de la défense de nos intérêts stratégiques.

Afin d'encourager la production et la consommation de nouveaux produits écologiques, un système d'accords bilatéraux de commerce entre États sera inventé en fonction de ces nouvelles règles et appliqué à l'égard de pays ayant choisi de les respecter : l'échange de la levée des barrières douanières contre le respect de conditions sociales et environnementales.

De telles préférences commerciales existent déjà dans les rapports bilatéraux entre certains États ! Tel est le cas des États-Unis et du Cambodge qui ont signé un accord de libre-échange incluant un système de conditionnalité sociale¹. Les Américains ont posé à leur partenaire comme condition au commerce du textile la mise en place d'un programme vérifiant si les conditions de travail dans les usines produisant au Cambodge étaient en conformité avec les standards internationaux de l'Organisation Internationale du Travail. Ce programme, intitulé *Better Factories Cambodia*², associe le gouvernement et le patronat cambodgien fabriquant du textile ainsi que les syndicats ouvriers. Il permet d'organiser des visites d'entreprises sans avertissement afin d'y contrôler les conditions de travail conformément aux exigences de l'OIT sur le travail des enfants, le droit de se syndiquer. Les rapports des inspecteurs internationaux donnent lieu à des propositions d'amélioration des conditions de travail qui justifient le maintien de la levée des barrières douanières

1. Rapport au Parlement Européen, par le député européen Harlem Désir, sur la responsabilité sociale des entreprises dans les accords de commerce internationaux, 23 juin 2010.

2. Littéralement « De meilleures usines au Cambodge ».

américaines à l'égard des produits textiles cambodgiens.

La France devra imposer ce type d'accords avec ses partenaires commerciaux, au titre de la conditionnalité sociale et de la soutenabilité environnementale¹. C'est ainsi que les pays du Sud sortiront du dilemme actuel entre développement économique et respect de l'environnement. Dans cette nouvelle organisation, le développement passe par le respect de l'environnement et l'amélioration des conditions de travail et de salaires. Ainsi nous parvenons à esquisser un monde dans lequel la responsabilité est commune, mais reste différenciée pour un Sud qu'il serait indécent de maintenir dans le sous-développement au nom de la lutte contre le changement climatique.

Enfin, la France devra renforcer la responsabilité sociale et écologique des entreprises.

Les entreprises transnationales européennes qui délocalisent leurs unités de production vers les pays à bas salaires doivent être tenues pour responsables des dommages environnementaux

1. Marie-France Valette, « Le nouveau schéma européen de préférences tarifaires généralisées sous le signe du développement durable et de la bonne gouvernance », in *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 506, mars 2007.

et sociaux imputables à leurs filiales et à leurs sous-traitants. Le vote d'une loi permettant d'engager la responsabilité des maisons-mères à raison du comportement de leurs démembrements, quelle que soit la nationalité de ces entreprises, surtout si elles vendent sur le territoire national, doit être placé à l'agenda des grandes réformes à venir.

L'exigence de publication d'un rapport annuel sur l'impact social et environnemental de leurs activités sous peine de sanctions, aujourd'hui inexistantes, permettrait aussi de connaître et responsabiliser l'actionnariat des entreprises, investisseurs institutionnels et fonds d'investissements privés. Le Royaume du Danemark a adopté une loi de responsabilité sociale des entreprises, qui couvre la quasi-totalité de son secteur économique en décembre 2008, et qui améliore la responsabilité de l'investissement et de la consommation. Possibilité sera ainsi donnée à la justice de poursuivre une entreprise pour des fautes lourdes commises à l'étranger en matière de pollution ou de mise en danger de la vie des travailleurs.

Afin d'amplifier la mobilisation de la société tout entière sur la conscience de ne pas consommer sans conscience, les consommateurs doivent accéder à l'information du contenu social et environnemental des produits qui leur sont proposés. C'est l'objet des labels et des cer-

tifications sociales et environnementales, dont l'influence sur les modes de consommation a été démontrée et dont il faudra institutionnaliser l'existence.

Une cinquantaine d'Organisations Non Gouvernementales se sont associées pour demander l'obligation pour les entreprises de faire auditer et de publier leurs comptes pays par pays, de tenir et de publier des registres complets de leurs actionnaires significatifs et de renforcer la coopération judiciaire et fiscale, par exemple entre États membres du G20, pour lutter contre la corruption et sanctionner les États qui refusent de coopérer. Ce grand chantier doit pouvoir débiter dans les États membres de l'Union sans attendre que celle-ci veuille bien commencer à s'engager.

Ce projet de démondialisation est à la portée de nos mains. Il est réaliste, crédible et repose essentiellement sur le courage d'affronter le monde tel qu'il est devenu, tel qu'on l'a laissé devenir.

Il s'inscrit surtout dans une révolution politique et économique en imaginant d'établir une autre conception de l'échange juste et écologique, à la fois protégé et ouvert, capable de provoquer le changement écologique mondial, dans un cadre multilatéral rénové et soucieux des peuples et de leurs désirs démocratiques.

Comme elle vise à refermer une parenthèse extrémiste et délirante dans l'histoire mondiale, la démondialisation est en vérité un projet modéré. Pourquoi ? Parce qu'elle organise, par l'action publique et politique, la modération, la limitation de la brutalité et de la violence économique. La démondialisation est donc une réconciliation possible des citoyens avec le monde.

La démondialisation, c'est enfin un programme pour une Europe en mal de projet, ballotée sans rien faire au gré des crises économiques et financières, et qui ne voit pas que le libre-échange et la concurrence généralisés sont le début de sa fin. L'autodestruction de l'Europe est programmée, la démondialisation est son salut. Mais elle devra passer par l'Allemagne.

LA DÉMONDIALISATION PASSE PAR L'ALLEMAGNE

Comme tout projet européen ambitieux, il ne pourra reposer que sur un accord franco-allemand. Les libéraux et libre-échangistes de tous bords et de tous poils nous expliqueront, pour mieux écarter ce grand projet qui peut changer le monde, que les Allemands n'en voudront pas, ce qui le condamnerait par avance.

Je crois au contraire que le moment de la grande explication européenne et politique avec l'Allemagne approche à grands pas.

Les deux puissances sur lesquelles reposent l'euro et l'avenir de l'Union ont accumulé dans la crise financière de 2008-2009 de graves divergences économiques et de lourds désaccords politiques.

En vérité, l'Allemagne a multiplié ces dernières années les actes d'égoïsme au sein de l'Union européenne qui la placent dans une

situation intenable pour elle-même et ses partenaires, dont nous sommes. Les choix allemands, communément appelés à grand tort « modèle allemand », constituent à l'inverse une attitude non-coopérative, dangereuse pour la France, absurde pour l'Allemagne elle-même, et suicidaire pour l'Europe.

Le faux « modèle allemand » est celui de l'écrasement des salaires. Depuis la fin des années 1990 et les réformes Schröder, il s'est bâti sur une flexibilisation brutale du marché de l'emploi et sur la modération salariale. De 1998 à 2010, le pouvoir d'achat de chaque salarié allemand a baissé de 1 %, tandis qu'il augmentait de 18 % en France. C'est dire s'il est insuffisant chez nos voisins, tant le compte n'y est pas dans notre pays ! Ajoutons à cela un partage de la valeur créée par les entreprises en faveur des actionnaires, dû au transfert du coût du travail payé par les entreprises vers la TVA payée par les consommateurs.

Il ne s'agit pas de dresser un portrait apocalyptique de l'Allemagne dont la force des PME est à envier et imiter, comme la puissance de sa recherche-développement qui conduit à trois fois plus de brevets par habitant qu'en France.

Non, il s'agit d'entreprendre l'effort de comprendre d'où viennent les choix de l'Allemagne. Cela fait vingt ans que l'Allemagne vit sur le trau-

matisme de la réunification et cherche à gagner en compétitivité pour intégrer l'ancienne Allemagne de l'est. Le pari est aujourd'hui réussi. Il n'y a plus aucun déficit de compétitivité de l'Allemagne par rapport aux autres pays européens, au contraire. Depuis six ou sept ans, la compression des coûts de production en Allemagne ne se transforme donc plus en baisse des prix mais en marge bénéficiaire des entreprises¹. Or, ces profits sont devenus stériles, alors que, dans le même temps, le risque de pauvreté s'est accru comme jamais en Allemagne, dépassant la France.

Une étude effectuée en 2008 par des chercheurs de l'université Duisbourg-Essen a montré qu'entre 1995 et 2006, les 25 % des salariés les plus mal payés ont perdu 14 % de leur salaire. La population touchée par cette précarité est déjà la plus fragile : les moins de 25 ans, les étrangers, les femmes. 20 % de la population gagne moins de 6 euros par heure, ce qui est un luxe au regard des « 1-euro-job », emplois payés à 1 euro de l'heure. Si l'on gratte un peu l'image d'une Allemagne solidement appuyée sur son industrie prospère, on trouve la cohorte de travailleurs pauvres... et mécontents. L'Allemagne est donc un anti-modèle au regard des besoins des gens et des populations.

1. Explication de Patrick Artus, professeur d'économie à l'École Polytechnique et chargé des études chez Natixis.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont accordés sur un « pacte de compétitivité » cherchant à imposer à toute l'Europe ce prétendu « modèle économique allemand », qui fait la fortune du seul patronat local. Depuis, la droite française et toutes les officines libérales chantent ses louanges – le président de la République française déclarait son « admiration », en juillet dernier – et appellent chaque pays d'Europe à s'en inspirer, de gré ou de force.

Sous couvert d'amitié franco-allemande, le « modèle allemand » est ainsi devenu le moyen d'appliquer à tous les pays européens une austérité de fer, qui augmentera la pression sur les salaires et les protections sociales.

Les Belgique, Autriche, Portugal, Luxembourg, Espagne seraient ainsi forcés de renoncer à l'indexation automatique des salaires sur l'inflation. L'inscription de l'équilibre budgétaire dans les constitutions nationales ou le recul de l'âge de la retraite à 67 ans font partie de cette potion décidément bien amère. Où est la volonté populaire dans tout cela ? Où est la promesse que l'Europe protège et tire les populations vers le haut quand il n'y a que de la rigueur et des larmes à partager ? Continuons comme cela, et ce seront les peuples qui décideront de se débarrasser de l'Union européenne qui les appauvrit et les oppresse par l'économie.

Mais il y a plus grave. L'anti-modèle allemand n'est pas seulement critiquable parce qu'il comprime les salaires. Il l'est aussi parce qu'il est scandaleusement égoïste. L'Allemagne a construit son modèle et conquis sa position dominante par la « glaciation salariale¹ ». En clair, pour prendre un avantage sur ses voisins européens, elle a baissé les salaires pour exporter en appauvrissant ses propres salariés, et vendre à outrance à ses partenaires – le déficit Français vis-à-vis de l'Allemagne était de 16 milliards en 2009. L'Allemagne est devenue la « Chine de l'Europe », celle qui exporte à tout prix, tire les salaires vers le bas et vit des déficits des autres. Le modèle allemand, c'est un gagnant et vingt-six perdants.

Et l'Allemagne serait-elle vraiment gagnante ? Le patronat allemand à l'évidence, mais les salariés aux salaires sacrifiés et à la retraite repoussée à 67 ans sont aussi les perdants de la stratégie allemande. En outre, le résultat très positif du commerce extérieur allemand est constitué par les déficits des vingt-six autres États membres. À force d'assécher ses partenaires – comme la Grèce –, l'Allemagne construit sa propre déroute. Le modèle allemand est donc absurde pour l'Allemagne elle-même ! La stratégie alle-

1. L'expression est de Jacques Le Cacheux, économiste à l'OFCE.

mande pour la zone euro est une stratégie de l'échec.

Car quand tous les pays seront à genoux, plus personne ne pourra acheter les produits allemands. Faut-il rappeler que la zone euro permet à l'Allemagne de réaliser environ 43 % du produit de ses exportations, l'Union européenne 62 % et l'Europe au sens large 75 % ? Paradoxe, au lieu d'aider au développement de notre marché intérieur, au lieu d'aider à la répartition de la richesse en faveur des salariés européens et non des actionnaires, l'Allemagne se complaît dans une politique égoïste qui ne tient aucun compte des intérêts de ses voisins et partenaires.

L'Allemagne d'Angela Merkel s'est comportée comme les Chinois, sans en avoir ni la force, ni la démographie, ni les moyens. Sa nouvelle prétention est de reprendre le goût de sa domination sur l'Europe, sans s'apercevoir qu'elle construit son propre cercueil économique¹.

L'Europe du modèle allemand mène en effet à l'Europe du chacun pour soi et à la désintégration, ce qu'elle pourrait payer plus cher que les autres. Elle est donc une faute stratégique pour la France, pour l'Allemagne et pour l'Europe.

1. Cette analyse est diffusée par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.

Le projet de démondialisation conduit à une Europe de l'anti-modèle allemand, c'est-à-dire une Europe qui s'accorde sur des projets industriels et agricoles pour que l'on se projette ensemble dans la mondialisation. Il passe par la défaite politique d'Angela Merkel, ce qui paraît en bonne voie.

À l'inverse, une stratégie intelligente franco-allemande consiste à augmenter conjointement les salaires pour relancer la demande intérieure allemande et stimuler la consommation et l'investissement français. Je propose donc de passer un nouveau marché avec l'Allemagne, un marché réciproque, car il n'est pas question qu'elle paye pour le reste de l'Europe sans que les autres pays ne fassent des efforts : discipline budgétaire en Europe contre la hausse des salaires dans nos deux pays ; maintien de l'euro sous gouvernance de la Banque Centrale Européenne contre protectionnisme vert. Ce serait là deux premiers pas vers le processus de démondialisation.

Il restera à rénover les relations franco-allemandes, pour sauver l'Union européenne. Pourquoi ? Comment ?

Député pendant quinze années, j'ai acquis très tôt la conviction que tout ce qui pouvait fonder une action européenne sérieuse se fondait sur l'entente entre France et Allemagne. Je

me suis souvent interrogé sur la difficulté des Français à appréhender les relations entre nos deux pays. Il semble que l'erreur fondamentale des croyances françaises par rapport à l'Allemagne tiennent à la pensée de Jacques Bainville, penseur et historien de la mouvance d'Action Française, qui diffusa entre les deux guerres traumatisantes une germanophobie de principe. Bainville a conçu la politique traditionnelle française à l'égard de l'Allemagne comme devant être une politique de division de celle-ci. Cet inconscient hexagonal a amené à faire dire plus tard cette phrase étrange à François Mauriac : « *J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux.* » Comme si, finalement, l'Allemagne n'avait pas droit à être une nation normale, comme si notre relation devait se baser sur la suspicion. Résultat, la défiance et les complexes sont les caractéristiques de notre politique à l'égard de l'Allemagne réunifiée.

De fait, la bonne politique française à l'égard de l'Allemagne est celle du dépassement des querelles. En ce sens, le Général de Gaulle, puis Willy Brandt, puis le couple François Mitterrand et Helmut Kohl ont été les continuateurs de cette démarche.

La considération mutuelle, une saine amitié et l'égalité retrouvée ne peuvent reposer que sur une politique de franchise et de vérité avec nos voisins et amis allemands.

La profonde conscience qu'un partenariat étroit doit nous unir guide mon action, nécessaire pour nos deux pays et pour l'Europe. Mais un partenariat étroit ne signifie pas soumission. La France et l'Allemagne doivent retrouver une façon de se parler d'égal à égal. Aujourd'hui, par la lente dérive du modèle institutionnel européen, nos deux pays entrent en confrontation alors qu'ils devraient coopérer sans cesse davantage.

Quels sont les buts que nous devons rechercher avec l'Allemagne ? Premièrement, il nous faut rompre avec la politique de libre-échange qui brise la vie de trop de femmes et d'hommes du continent, qui anémie notre marché intérieur et brise notre capacité à innover. Deuxièmement, il nous faut discuter de la gestion de notre monnaie, l'Euro, placé en pilotage automatique en pleine tempête économique. Enfin, il nous faut construire l'avenir industriel et agricole de nos deux pays et de l'Europe.

Mon projet de *démondialisation* est un projet d'avant-garde qui vise à reprendre l'initiative en Europe et à donner à l'Europe les moyens de peser sur la marche du monde. Cela commencera à Berlin, avec nos amis allemands.

Je place, personnellement, beaucoup d'espoirs dans la gauche allemande. Je n'oublie pas les occasions manquées sous le gouvernement

de Gerhard Schröder, je les ai, en tant qu'élus de la Nation mais aussi en tant que socialistes, durement ressenties. La droite allemande, l'alliance de la CDU-CSU d'Angela Merkel et du FDP libéral, a durci cette politique en l'érigant en stratégie du cavalier seul. C'est d'ailleurs propre aux droites européennes que de s'enfermer dans une telle logique destructrice, à terme, de l'Union européenne. On le voit en Italie avec Silvio Berlusconi ou au Royaume-Uni. Impulser une vision progressiste en Europe implique de renouveler les termes de notre partenariat avec Berlin.

Le dialogue avec l'Allemagne aura une autre vertu. Les institutions européennes, désormais plus obsédées par leurs moyens que par leurs fins, ne se trouveront pas affaiblies par une aussi ambitieuse reconstruction.

Elles retrouveront le politique en Europe, qu'elles ont abandonné, et le sens de servir la population et l'intérêt général des Européens, dans l'esprit d'une « République européenne ¹ », sens où l'entendait Montaigne il y a déjà si longtemps.

1. *Vive la République européenne !*, par Stefan Collignon, préface d'Arnaud Montebourg, La Martinière, 2004.

LES PROPOSITIONS

1. Doter l'Union européenne d'une « écosociale-diplomatie commerciale » pour faire intégrer dans les traités de libre-échange de l'OMC de nouvelles conditions non-marchandes, afin de garantir que la compétition ne se fasse pas au détriment du travail et de l'environnement.

2. Invoquer dès à présent l'article XX du GATT qui octroie des dérogations aux obligations du traité de l'OMC si sont en jeu « la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux » et « la conservation des ressources naturelles épuisables », afin d'imposer des interdictions de commercialiser ou des taxes douanières sur les produits en provenance de pays violant les obligations du Protocole de Kyoto luttant contre le réchauffement climatique.

3. Créer une agence française sanitaire, sociale et environnementale chargée de calculer le coût écologique et social des produits étrangers, selon des critères transparents (normes

sociales de l'Organisation Internationale du Travail, kilomètres carbone...). Cette agence sera capable d'établir un « juste coût carbone », mais aussi sanitaire et social, produit par produit, et de proposer à l'Union européenne des mesures anti-dumping.

4. Instaurer une taxe carbone extérieure aux frontières de l'UE, afin que les produits importés reflètent leur « juste coût carbone, sanitaire et social ».

5. Reverser les sommes ainsi récoltées aux frontières de l'UE au Fonds d'Adaptation prévu par le protocole de Kyoto. Ce fonds permettrait la conversion écologique des industries du Sud et obligerait le Nord à des transferts de technologie.

6. Une taxe carbone européenne devra en contrepartie s'appliquer à l'intérieur de l'Union européenne.

7. Instaurer par des traités bilatéraux un système de préférences commerciales au bénéfice des pays s'adaptant au mieux et au plus vite aux normes sociales et écologiques internationales.

8. Instaurer une taxe harmonisée au plan européen sur le transport maritime, notamment sous pavillon de complaisance et afin d'améliorer leur bilan carbone.

9. Adopter une loi nationale en France, en attendant que cette loi le soit en Europe pour que les entreprises transnationales qui disposent

d'unités de production dans les pays à bas salaires soient tenues pour responsables des dommages environnementaux et sociaux imputables à leurs filiales et à leurs sous-traitants. Le vote d'une loi permettant d'engager la responsabilité des maisons mères, ayant leur siège en Europe ou hors l'Europe, pourra conduire à des sanctions judiciaires d'interdictions de produits fabriqués en violation des standards internationaux. Possibilité sera ainsi donnée à la justice de poursuivre une entreprise pour des fautes lourdes commises à l'étranger en matière de pollution ou de mise en danger de la vie des travailleurs.

10. Obligation de publication pour toute entreprise cotée en bourse d'un rapport annuel sur l'impact social et environnemental de leurs activités sous peine de sanctions, aujourd'hui inexistantes. Établir et publier les comptes des entreprises pays par pays, et publier des registres complets des actionnaires significatifs pour renforcer la coopération judiciaire et fiscale, lutter contre la corruption et sanctionner les États et entreprises non-coopératifs.

11. Permettre aux consommateurs d'accéder à l'information du contenu social et environnemental des produits qui leur sont proposés, par l'institutionnalisation des labels, certifications sociales et environnementales.

12. Doter l'UE d'un instrument communautaire de surveillance de certains investissements sensibles. Ceci peut se faire par le biais d'une loi instaurant une déclaration pour tout investissement extra-communautaire portant atteinte à « l'ordre et la sécurité publiques », tels que définis par le droit communautaire, à savoir la sécurité des approvisionnements énergétiques, la sécurité des moyens de télécommunication, la fourniture d'électricité, et certains services publics dits « stratégiques ».

13. Politiser le droit européen de la concurrence pour constituer des champions industriels ayant la taille critique sur le marché mondial.

14. Mettre la convergence sociale et fiscale à l'agenda immédiat de l'Union européenne. Un salaire minimum État par État serait une première pierre.

15. Doter l'UE d'un véritable budget communautaire, abondé par une fiscalité européenne économique (impôt sur les bénéfices et sur les transactions).

16. Doter notre pays d'une procédure anti-dumping à la française, c'est-à-dire de mécanismes d'interdiction unilatérale (provisoire ou non) de la commercialisation de certains produits (hors UE), en cas d'agression commerciale par des prix déloyalement bas. Il faut reconnaître un droit à la subsidiarité en la matière.

17. Passer un accord stratégique industriel avec l'Allemagne, en définissant vingt secteurs dans lesquels nous avons un intérêt industriel commun et mettre en place des partenariats pour relancer l'innovation que chaque État n'arrive pas à soutenir.

Pour la première fois de son histoire, le parti socialiste organise des **primaires populaires de la gauche ouvertes** pour choisir son candidat à l'élection présidentielle de 2012.

Le principe est simple : **chaque citoyen inscrit sur les listes électorales pourra participer** au vote. Il n'est pas nécessaire d'être membre du Parti socialiste ou d'un parti politique pour voter.

Une contribution de 1 € minimum, destinée à l'organisation des primaires, sera demandée aux électeurs qui devront également signer une déclaration affirmant leur attachement aux valeurs de la gauche et leur soutien au candidat qui sera investi.

Les primaires auront lieu les 9 et 16 octobre 2011 et un bureau de vote sera installé à proximité de votre domicile.

TABLE

<i>Préface</i>	9
<i>Prologue</i>	11
Chantal, Lysiane, Andreas, Barbara, victimes par millions de la mondialisation.....	15
« La mondialisation, c'est l'effondrement du pouvoir d'achat des bulletins de vote »	29
Des chômeurs au Nord et des esclaves au Sud	38
La trahison des élites.....	43
Entre le socialisme de l'impasse et le socialisme de la dérive.....	46
Un protectionnisme moderne, vert et européen	51
Provoquer le changement écologique.....	54
Les solutions de la démondialisation verte	64
La démondialisation passe par l'Allemagne ...	73
Les propositions	83

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° édition : L.01ELKN000392.N001
Dépôt légal : mai 2011